

Grève du chômage

Quel avenir pour le dispositif *Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée* ?

Dans une Tribune, le 19 octobre, Laurent Grandguillaume n'y allait pas par quatre chemins pour dénoncer les tergiversations du gouvernement vis-à-vis de l'expérimentation *Zéro chômeur de longue durée* qui pourraient bien se traduire par

un enterrement pur et simple d'une des seules initiatives qui a permis à des chômeurs de retrouver un emploi. Le président bénévole de *Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)* réagissait particulièrement à une Tribune de Pierre Cahuc, publiée quelques jours plus tôt.

L'économiste remettait en cause les résultats des dix premiers territoires. Pourtant, le bilan de l'expérimentation est très positif. Depuis 2017, plus de 850 personnes ont été embauchées en Contrat à Durée Indéterminée, à temps choisi et sur des territoires de 5000 à 10000 habitants. La durée moyenne de chômage des personnes était de 54 mois ! Plus de 20% des personnes qui travaillent aujourd'hui dans les *Entreprises à But d'Emploi (EBE)* sont en situation de handicap.

Il faut croire que le « coup de gueule » de Laurent Grandguillaume aura été salutaire puisqu'il a rencontré, quelques jours plus tard, la ministre du Travail.

Mais le temps presse pour faire voter une seconde loi permettant de pérenniser ce qui a déjà été fait dans les dix premiers territoires et surtout permettre à d'autres d'entrer dans ce dispositif.

Car, de nombreux territoires ont déjà fait part de leur volonté de rejoindre



TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE

Saint-Thégonnec Loc-Éguiner est prêt !

cette démarche. À Saint-Thégonnec Loc-Éguiner, par exemple, les élu.es se préparent. La commune a d'ailleurs participé à la Grève du chômage le 7 novembre.

Cette journée a permis de mettre en avant la capacité des personnes privées durablement d'emploi à réaliser des travaux utiles et leurs savoir-faire. À Saint-Thégonnec Loc-Éguiner, une dizaine de personnes ont participé à cette Grève du chômage. Mais elle a aussi permis de mettre en lumière l'existence de travaux utiles non réalisés sur le territoire, qui sont pourtant essentiels au développement du territoire car ils permettent d'améliorer la vie économique, écologique, sociale, culturelle, civique...

La Grève du chômage est un préalable pour les projets émergents qui montrent ainsi leur engagement dans la dynamique du projet *Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)*. C'est un temps de rencontre et de mobilisation des élu.es, des demandeurs d'emploi, des acteurs locaux et d'identification de travaux utiles.

Saint-Thégonnec Loc-Éguiner est prêt à s'engager dans la démarche *TZCLD*. Il ne manque plus que l'accord du gouvernement...



Travail de nuit (suite)

La semaine dernière nous nous inquiétions d'une mesure, visant à faire débiter les horaires de nuit dans la grande distribution de 21h00 à 0h00, qui devait passer en conseil des ministres dans un projet de loi portant sur « *diverses mesures d'ordre social* ».

À la veille de la présentation du texte, le gouvernement a décidé de retirer cette disposition qui avait provoqué la colère de toutes les organisations syndicales.

Mais la proposition n'est toutefois pas enterrée. En effet, ce n'est pas la sagesse qui a guidé ce choix mais le cynisme.

La possibilité de déroger aux règles du travail de nuit dans la grande distribution ne fera pas, en effet, l'objet d'une loi mais elle interviendra à l'issue d'une « négociation ». Au bout de six mois, le gouvernement constatera que le patronat est pour et que les syndicats sont contre et pourra prendre une ordonnance fixant le début du travail de nuit à 0h00.

Affaire à suivre...

Hôpitaux : la colère monte

Exaspération. C'est le sentiment général qui régnait le 14 novembre dans les rangs des manifestants qui, à l'appel de l'intersyndicale*, sont descendus dans les rues de Brest, Morlaix et Quimper pour exiger un plan d'urgence pour la santé.



Une mobilisation unitaire

Si les services d'urgence sont mobilisés depuis le printemps, ce sont toutes les professions de la santé qui exigent un plan d'urgence. Les difficultés que connaissent les hôpitaux ne datent pas d'aujourd'hui, mais plusieurs éléments permettent de comprendre pourquoi la colère s'exprime maintenant avec autant de force.

Les efforts consentis durant le dernier quinquennat permettaient de voir le bout du tunnel puisque les comptes de l'assurance maladie devaient être à l'équilibre cette année permettant de dégager des marges de manœuvre. Entre 2012 et 2017, le déficit de la sécurité sociale est ainsi passé de plus de 20 milliards d'euros à moins de 2 milliards d'euros. L'équilibre était en vue. C'était sans compter sur les décisions prises, dans l'urgence, par le président de la République, pour répondre à la crise des

gilets jaunes. En effet, l'ensemble des exonérations sociales seront endossées par la sécurité sociale.

L'exaspération est d'autant plus forte que les professionnels de santé ne se sentent absolument pas entendus par les pouvoirs publics. **« Les député.es n'en ont pas tenu compte, en votant en première lecture le projet de loi de financement de la sécurité sociale proposé par le gouvernement. Ils ne font ainsi qu'amplifier la colère et la détermination des personnels et des usagers »,** ont dénoncé les représentants syndicaux lors des rassemblements finistériens. Et alors même que le projet de loi de finance de la sécurité sociale est en discussion au Parlement, Emmanuel Macron annonce qu'il va faire des propositions (voir encadré)!

« Il faut très rapidement organiser des États généraux de l'hôpital public. »

Chacun doit se questionner sur ce qu'il souhaite pour l'avenir de notre système de Santé. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas aux agents ou salariés des établissements de Santé de s'inquiéter seuls de ce sujet. C'est à tout le monde de se saisir des enjeux!

Les revendications ont été clairement énoncées : recrutement de professionnels supplémentaires et plan de formation pluridisciplinaire, revalorisation générale des salaires et reconnaissance des qualifications, renforcement significatif des moyens financiers des établissements avec une revalorisation de l'ONDAM à au moins 5 %, arrêt de toutes les fermetures

d'établissements, de services et de lits, et réouverture de lits où c'est nécessaire.

Pour les socialistes, il faut très rapidement organiser des États généraux de l'hôpital public, qui est notre patrimoine et notre bien le plus précieux.

Mais face à l'urgence il faut prendre, dès maintenant, des décisions courageuses et ambitieuses afin de réduire l'importance de la dette. C'est ainsi que les socialistes proposent de prolonger de deux ans la durée d'apurement de la dette. C'est un peu technique mais en décidant que la fin de la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) interviendra en 2027 et non en 2024, il serait possible de réduire la pression qui pèse sur les hôpitaux et d'embaucher le personnel indispensable au bon fonctionnement des services.



Des personnels déterminés

* Inter blocs, Inter Hôpitaux, Inter Urgences et le printemps de la psychiatrie, et les organisations syndicales représentatives médicales ainsi que paramédicales AMUF, APH, CFE- CGC, CFTC, CFDT, CGT, SNPHARE, SUD, UNSA et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité et des usager.e.s.

Le mépris



Alors même que le Sénat étudiait le projet de la loi de finance de la sécurité sociale, Emmanuel Macron annonçait un plan pour l'hôpital. Comment dans ces conditions poursuivre l'examen d'un texte qui devrait être modifié à peine voté? Surtout pour un plan flou qui ne répond absolument pas aux revendications des personnels hospitaliers.

C'est à l'unanimité que les groupes du Sénat ont décidé de voter contre l'ensemble du PLFSS. 281 sénateurs ont voté contre, aucune voix n'est allée en faveur du texte. 60 se sont abstenus.

Yves Daudigny est intervenu pour faire part, avec force, de son

exaspération, de son incompréhension et de la colère du Groupe socialiste et républicain. « Nous attirons, depuis des mois, l'attention sur la gravité de la crise de l'hôpital. Aujourd'hui, la déclaration du président de la République, le jour de la manifestation, alors que le Sénat est en cours de délibération, méprise le Parlement et bafoue notre fonctionnement démocratique. Non, la démocratie ne peut se résumer à un dialogue direct entre le président de la République et la rue via les chaînes d'information en continu, au mépris de tous les corps intermédiaires, du dialogue social et du Parlement. Le Groupe socialiste et républicain suivra la commission. »

Cet épisode confirme l'importance du bi-camérisme, alors que les députés du groupe majoritaire acceptent sans broncher de transformer l'Assemblée en simple chambre d'enregistrement.

Quimper ensemble

Ils sont adhérents au PS, au PC, aux Radicaux de gauche, à Génération.s, à Kemper écologie, à Nouvelle Donne, dans des associations ou simples citoyens et partagent la même envie de changer Quimper et d'engager les transitions écologiques, démocratiques et sociales dont la ville a tant besoin, après un mandat marqué par l'immobilisme ou la gestion très autoritaire de la commune.

« C'est la diversité qui fait la force de Quimper ensemble. Elle permet de construire un projet cohérent qui se renforce des différentes sensibilités, du foisonnement des idées », a insisté Isabelle Assih, le 9 novembre, à l'occasion de l'inauguration du local de la campagne de la liste Quimper ensemble.

« Nous aurions pu nous installer dans les locaux d'une de nos formations mais nous avons choisi de nous installer dans un lieu neutre », a expliqué la tête de liste. En effet, sans renier leurs engagements les membres de la liste forment maintenant un collectif qui n'a qu'une ambition : gagner les élections municipales

pour faire vivre un projet élaboré de manière participative. Les réunions thématiques, sur la culture, la solidarité, le sport, l'attractivité économique... ont rassemblé de 60 à 120 personnes. Rassemblement, clarté et changement sont les mots qui ont le plus souvent été utilisés par les représentants des organisations qui composent Quimper ensemble.

« Le Parti Socialiste s'inscrit dans cette démarche d'ouverture et de rassemblement car Quimper a besoin d'une alternative de progrès face à une municipalité qui a fait prendre du retard à Quimper », a expliqué le secrétaire de section, Jacques



Une équipe forte de sa diversité

Le Roux. « Nous souhaitons une maire de Quimper qui puisse représenter dignement les habitants et faire avancer les coopérations sur le territoire de Quimper Bretagne occidentale et de la Cornouaille. »

C'est collectivement que sera écrit le projet municipal. Toutefois, on sait déjà qu'il s'articulera autour de grandes thématiques comme la solidarité au quotidien, les transitions écologiques et démocratiques, la jeunesse et l'attractivité économique.

La méthode qui a prévalu pour constituer le rassemblement et élaborer le projet qui sera soumis aux Quimpéroises et aux Quimpérois préfigure la manière dont Isabelle Assih et son équipe entendent diriger la ville. « Comme Nathalie Appéré à Rennes, nous voulons une démocratie renouvelée. On ne peut pas décider sans les citoyens », a insisté Isabelle Assih.

Ce local, situé 10 boulevard Duplex, sera un lieu de rencontres pour les Quimpéroises et les Quimpérois, ouvert dans un premier temps les mercredi et samedi matins de 11h00 à 12h30 et le mercredi soir de 18h30 à 20h00.

La précarité tue

le 13 novembre, la sénatrice du Finistère, Maryvonne Blondin, a interrogé le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse.

« La précarité tue. Elle tue notamment notre projet républicain pour la jeunesse, en particulier celle qui est issue des familles les moins aisées et qui aspire à un progrès social par l'éducation. L'État ne parvient pas à enrayer les déterminismes sociaux. Il s'agit de garantir à chaque étudiant les conditions de vie nécessaires à sa réussite : logement, alimentation, santé, transports... La précarité étudiante ne cesse d'augmenter : 20% des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté et plus d'un tiers travaillent, en plus de leurs études. L'accès à la santé en pâtit : 13% des étudiants ont déjà renoncé à

se rendre chez le médecin pour des raisons financières ! Les enquêtes annuelles de la FAGE et de l'UNEF concluent à une hausse du coût de la vie étudiante de près de 3% en 2019. Vous allez me répondre que le montant des bourses a été revalorisé de 1% et que vos crédits pour 2020 sont en



20% des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté

hausse. Mais cela n'est pas suffisant lorsque dans le même temps, les frais de vie courante ne cessent de croître, que le prix du ticket de Restau U et la CVEC augmentent, et que vous prenez des mesures incompréhensibles comme la baisse des APL et de l'ALS. Quelles mesures d'urgence comptez-vous prendre ? Nous avons besoin de réponses concrètes pour redonner espoir à notre jeunesse ! »

Au secrétaire d'État qui niait l'augmentation du coût de la rentrée universitaire, la sénatrice du Finistère a rappelé que la complémentaire santé n'est plus obligatoire depuis la disparition du régime étudiant de sécurité sociale. Un étudiant qui souhaite bénéficier d'une complémentaire santé doit payer 313 euros, alors que le coût de la sécurité sociale étudiante était auparavant de 217 euros.

Agenda

23 novembre

14h00 : Rassemblement contre les violences conjugales, place de la Liberté à Brest.

30 novembre

10h00 : Conseil fédéral à Brest.

1^{er} décembre

10h00 : Réunion du BREIS à Pontivy.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1289 - Vendredi 22 novembre 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Au carrefour des mondes

Janine De Nascimento

Après « Égaux sans ego », l'association brestoise **Égalité par Éducation (EpE)** vient de publier un nouveau roman graphique intitulé « **Au carrefour des mondes, nos Lettres persanes** » (éditions **Locus Solus**). Sa présidente, **Janine De Nascimento**, nous en dit plus sur les buts d'EpE et sur la genèse de ce projet qui a mobilisé près de 450 lycéens.

Cap Finistère : Pourquoi et comment est née EpE ?

Janine De Nascimento : Nous étions un groupe de femmes convaincues que la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes passe, essentiellement, par l'éducation. Mais il ne suffit pas de réfléchir entre nous, de parler et de débattre, il faut aussi agir. Et nous avons eu l'idée de publier une bande dessinée pour faire passer nos idées. C'est pour cette raison que nous avons, en 2012, créé l'EpE qui signifie l'Égalité par Éducation mais qui symbolise aussi l'épée, l'outil qui pour nous doit être utilisé pour pourfendre les stéréotypes.

Notre première action a donc consisté à donner la parole à des élèves de Brest et de la région pour connaître leurs centres d'intérêts et leur point de vue sur l'égalité. C'est ainsi que nous avons publié « Égaux sans ego » qui abordait des questions comme les tenues vestimentaires, le sport ou les jeux vidéo. Ce livre a rencontré un grand succès et a même été mis en scène à la 4^e Biennale de l'Égalité en Bretagne en 2014. La bande dessinée est devenue interactive sur le site internet du ministère de l'Éducation nationale : deux versions étaient présentées pour l'histoire sur les préjugés dans le monde du travail, montrés dans des rôles à contre-emploi : l'une mettait en scène une fille qui postulait pour un emploi dans le bâtiment puis un garçon pour montrer la différence d'attitude du patron dans les deux cas, et l'autre idem avec un garçon qui voulait travailler dans une crèche puis une fille.

Cap Finistère : Et ensuite, vous avez organisé un concours de textes, sur l'égalité, à la manière des Lettres persanes de Montesquieu ?

Janine De Nascimento : Tout à fait. Nous avons soumis cette idée à plusieurs lycées de la région de Brest et de Lorient, donc de France, et de Belgique, du Maroc et de Tunisie. Le choix de ces pays francophones a été totalement empirique et s'est fait en fonction de rencontres que nous avons pu faire, notamment sur des salons de livres lorsque nous présentions « Égaux sans ego ». Ou des contacts que des membres de l'association pouvaient avoir à l'étranger. Nous avons

demandé à des élèves de Seconde d'écrire un texte sur l'égalité femmes/hommes, à la mode des Lettres persanes de Montesquieu. Nous ne voulions pas de critiques mais plutôt un regard oblique que permet la distance entre la réalité et l'observateur qui vient d'un pays lointain et qui porte nécessairement un regard différent. À l'image de ce que fit Montesquieu en imaginant comment des Persans auraient pu décrire les mœurs des Parisiens du XVIII^e siècle. Nous avons ainsi recueilli des dizaines de textes. Nous avons été très agréablement surpris par la qualité des travaux qui nous ont été remis. Et plusieurs parents d'élèves nous ont même fait part de leur étonnement en lisant les histoires imaginées par leurs enfants.

À partir de cette « matière première », Gwénola Morizur, a écrit un scénario que Laëtitia Rouxel a illustré. Sans raconter l'intrigue du livre, je peux citer deux textes qui s'intègrent dans l'histoire. L'un d'eux met en scène une journaliste extraterrestre, issue d'une société dans laquelle trois genres (féminin, masculin et neutre) vivent en parfaite intelligence, qui réalise un reportage sur l'égalité femmes/hommes sur terre.

Un autre texte inverse totalement les rapports de domination et invente une île dans le Pacifique où les femmes détiennent tous les pouvoirs. Et ce sont d'ailleurs deux femmes qui viennent en France pour négocier un traité commercial pour l'exploitation d'un minéral très rare qui s'appelle le résistium. D'autres élèves évoquent le harcèlement dans la rue ou les transports en commun ou les difficultés qu'éprouvent les femmes à être candidates aux élections.

Cap Finistère : Avez-vous d'autres projets de bandes-dessinées ou de romans illustrés ?

Janine De Nascimento : Pour l'instant, nous sommes totalement mobilisés pour la promotion et la diffusion d'« Au carrefour des mondes ». Il ne suffit pas de le publier, il faut maintenant le faire connaître. Nous voulons vraiment que ce roman graphique devienne un outil pédagogique dans les collèges et lycées bretons pour favoriser l'éducation à l'égalité. Les Conseils départementaux du Finistère et d'Ille-et-Vilaine ont passé commande pour les mettre à la disposition des collèges. La Région va en faire de même dans les lycées.

En savoir plus : <http://www.egalitepareducation.org/>

